

Jean SPRECHER : "Il faut un conseiller général communiste qui défendra les intérêts du canton La Seyne-sud - Saint-Mandrier"

Samedi après-midi s'est donc tenu le premier meeting de la campagne des cantonales par le Parti Communiste Français.

A la tribune, outre Jean Sprecher, candidat, il y avait Philippe Giovannini, député - maire, Maurice Paul, conseiller général, Maurice Blanc, secrétaire de la section de La Seyne, Lucien Conac, secrétaire de la section des CNIM, et Martine Incollingo, du bureau fédéral des Jeunesses communistes.

Elections cantonales : Elections politiques

Le début de discours de Jean Sprecher, dressa le tableau général de la situation de la France depuis l'élection présidentielle en mai 1974. Toutes les catégories de la population sont touchées. Les conseils généraux et municipaux ne sont pas épargnés ; Ils se débattent dans des difficultés sans nombre, et les communes sont au bord de l'asphyxie. La raison est bien simple : l'Etat réduit toujours plus ses subventions aux communes et les saigne à blanc par la scandaleuse TVA. C'est dans ce contexte que les élections cantonales ont lieu, après, le XXIIe Congrès du PCF. Il

y a été défini une grande politique pour la France : C'est une politique qui est le fruit de l'action, de la lutte de tous les communistes ; elle est aussi le fruit de leur réflexion sur la réalité de la France aujourd'hui.

Un canton « résidentiel et touristique » ?

Après avoir défini le programme du PCF pour le canton et le département (dont nous avons déjà rendu compte dans notre édition de vendredi), Jean Sprecher insista sur la définition qu'a donnée du canton de La Seyne-sur-Saint-Mandrier, le conseiller général sortant, M. Paecht : « L'économie nationale est en recul, c'est dire que tout le pays se porte mal, c'est dire aussi que les conditions de vie du plus grand nombre se détériorent, et même dans ce canton « résidentiel et touristique », comme a cru devoir le baptiser M. Paecht : les travailleurs, les retraités, les salariés (même ceux qui connaissent une certaine aisance), souffrent aujourd'hui des méfaits de l'inflation, de la modicité des re-

traites.. Combien de familles dans ce canton connaissant des fins de mois difficiles, pour avoir eu l'ambition légitime de faire construire leur maison, ou d'avoir voulu acheter un appartement, combien renoncet à leur projet devant le poids du crédit et des taux d'intérêt »

La « Peau de Banane »

Jean Sprecher s'attacha à démontrer que les problèmes qui se posent actuellement au canton, sont le fruit de la politique gouvernementale, politique que soutien M. Paecht. Le candidat poursuit : « Par son attitude, je n'ose pas dire son action, il a prouvé depuis 3 ans, qu'il est le digne représentant du pouvoir.

« Pour ces élections, il a reçu le label du pouvoir. Mais en 1973, M. Paecht a été élu comme gaulliste. Depuis il a évolué et c'est certes, son droit. Il est devenu Républicain indépendant, c'est-à-dire qu'il est devenu membre du parti de MM. Poniatowski et Giscard D'Estaing. Il appartiendra aux gaullistes d'apprécier ce lâchage et cette évolution »

A ce sujet signalons qu'au cours du débat instauré après le discours, un militant gaulliste, membre de la Fédération du Val de Marne, a fait la déclaration suivante : « M. Paecht a glissé sur une peau de banane. Et en effet, les gaullistes apprécieront cette attitude à sa juste valeur »

Avant d'en terminer, Jean Sprecher évoqua le fait qu'il est indispensable que justice soit rendue au Parti Communiste : Dans le Var, notre influence est de 25 pour cent ; or sur 41 conseillers généraux, le PCF n'a que 4 sièges. La proportionnelle lui en aurait donné 10. Il est donc important de donner à la masse des habitants de ce canton, faite d'hommes et de femmes qui vivent de leur travail ou de leur retraite, un conseiller général communiste qui les représentera, et défendra leurs intérêts, parce que c'est précisément en cela que réside le Parti Communiste Français

La Rocade : une nécessité pour désenclaver le canton

La question de la future rocade fut abordée au cours du débat. Elle est non seulement nécessaire mais indispensable car, aux 3.000 projets de logements sur le canton, viendront s'en ajouter autant dans les années futures. Il faudra donc désenclaver les quartiers de Fabrègas, de Mar-Vivo, des Sabliettes, de l'Evescat, etc. M. Paecht naturellement est contre. Il est contre tout ce qui peut améliorer la vie de la population, comme il est contre le projet de l'Evescat qui prévoit des logements, des terrains de sport, un centre commercial, des écoles (cependant le premier projet de l'Evescat que détenait une société privée l'avait comblé de joie). M. Paecht est également opposé à l'élargissement du CD 18 à 17 mètres ; il proposait lui, un élargissement à 21 mètres, ce qui aurait nécessité des dépenses superflues.

Philippe Giovannini, aborda enfin la « réunion de travail » qui s'est déroulée voici peu à Saint-Mandrier : « Le Préfet, le sous-préfet, son chef de cabinet, une pléiade de directeurs de services départementaux ont été déplacés à Saint-Mandrier, dans le seul but de soutenir la candidature de M. Paecht. Ce fut une importante « réunion de travail », puisque, entre autres, on y a discuté de l'implantation... d'une boîte aux lettres au Musée de Balaguier ».

Comme le découpage des cantons à la mesure des représentants de la droite, pour le gouvernement, il n'y a pas de petits moyens lorsqu'il s'agit de favoriser un candidat du parti présidentiel.

Seulement, le 7 mars, les travailleurs, les retraités, les démocrates, sauront à qui ils doivent confier l'honneur de les représenter au Conseil général.

Louis NORE

